



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 situé sur les communes de Vendargues et Saint Aunès - Modalités de concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire, en partenariat avec le Département de l'Hérault. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint Aunès, la Métropole et le Département ont souhaité :

- Améliorer le fonctionnement du carrefour RM 613 / RD 24E2 pour tenir compte des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- Améliorer la desserte au Parc d'activité du Salaison dans le cadre de sa requalification.

C'est dans ce contexte que le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Commune de Saint Aunès ont décidé de créer une nouvelle section de route entre la RD24E2 et la RM613 et aménager un carrefour giratoire afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et améliorer sa fluidité. Par convention signée le 8 février 2020, les 4 collectivités partenaires ont précisé les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage confiée à Montpellier Méditerranée Métropole et les modalités de financement de l'opération.

Les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération n'appartenant que pour partie aux collectivités, une déclaration d'utilité publique sera requise en vue de réaliser les acquisitions foncières nécessaires.

Eu égard au montant prévisionnel des travaux, supérieur à 1 900 000 €, conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants, dans une partie urbanisée des communes de Saint Aunès et Vendargues, l'opération relève de la concertation obligatoire en application de l'article R.103-1 du Code de l'urbanisme. Il est précisé que compte tenu du montant prévisionnel des travaux, une déclaration d'intention n'est pas requise.

Il convient en conséquence d'arrêter les modalités de la concertation.

Motivations et raisons d'être de l'opération

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole connaissent une forte attractivité avec une croissance démographique qui ne ralentit pas depuis plusieurs décennies. Depuis 2006 la commune de Saint Aunès a engagé une procédure de création de la ZAC des Châtaigniers et confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Or Aménagement le soin de la réaliser sur une superficie d'environ 18 hectares offrant 485 logements dont 27% en locatif aidés. La dernière tranche d'aménagement s'est terminée en 2020 et entraîne l'arrivée de plus de 1000 nouveaux habitants sur ce quartier. Le Département de l'Hérault a réalisé l'aménagement d'un carrefour d'accès à la ZAC sur la RD24E2. Pour sa part Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la requalification du parc d'activité du Salaison sur la commune de Vendargues. Un permis d'aménager est en cours d'instruction sur le site d'implantation de Bonna Sabla en vue de son réaménagement sur une superficie de 11 Ha environ.

Ces développements entraînent une augmentation du trafic au carrefour entre les RM613, route de Nîmes en entrée ouest du Parc du Salaison et la RD24E2 qui marque l'entrée nord de Saint Aunès. L'intersection existante en courbe génère des mouvements tournants dangereux dans des conditions de visibilité restreinte avec des vitesses constatées excessives. L'insertion des véhicules non prioritaires provenant de Saint Aunès vers Vendargues et Le Crès est particulièrement difficile aux heures de pointes.

Les partenaires ont donc convenu d'aménager le carrefour en le déplaçant vers l'est et en le transformant en carrefour giratoire. Afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des dessertes des parcelles voisines et de la ZAC des Châtaigniers, il est nécessaire de créer une section nouvelle de raccordement de la RD24E2 sur le futur giratoire et le chemin de Montpellier à Nîmes.

Modalités de la concertation

La concertation associe le public à l'élaboration du projet. La Métropole envisage de mettre en place une concertation d'une durée d'un mois minimum selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairies de Saint Aunès et de Vendargues et sur le site internet de la Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre papier en mairies de Saint Aunès et de Vendargues ;
- Mise à disposition d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;

Au plus tard 15 jours avant l'organisation de la concertation, un avis précisant ces modalités sera publié sur le site internet de la Métropole, publié par voie d'affichage en Mairies de Saint Aunès et de Vendargues et à l'hôtel de la Métropole à Montpellier et publié dans un journal local. Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture desdits registres et de la date de fin de concertation.

A l'issue de la concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de concertation concernant l'opération d'aménagement du carrefour RD24E2-RM613 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189986-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.